

Clients: NOTE D'INFORMATION SUR LE TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL CONFORMÉMENT AU RÈGLEMENT (UE) 2016/679.

Ce document fournit les informations suivantes concernant le traitement des données à caractère personnel (ci-dessous "Données Personnelles"), de nos clients, clients potentiels et personnels associés et autres sujets dont nos clients se prévaudront en référence à la relation contractuelle (ci-dessous "Contrat") avec notre société, effectué pour l'établissement et/ou l'exécution de nos services professionnels.

Responsable du traitement

Le Responsable du traitement des Données Personnelles aux finalités spécifiées dans la présente note d'information sur la protection de la vie privée est Laboratoires Fidia S.A.S. 5, rue du Helder, 75009 Paris (ci-dessous "Société").

Catégories de données traitées

La Société peut traiter selon les cas et lorsque cela est nécessaire aux finalités décrites ci-dessous - les catégories suivantes de Données Personnelles :

- a) les données biographiques (nom et prénom, date de naissance, adresse, etc.);
- b) les données de contact (numéro de téléphone, numéro de portable, courriel, etc.);
- c) toute autre donnée préparatoire et/ou relative à l'établissement et/ou à l'exécution du Contrat.

Modalités du traitement

Le traitement des Données Personnelles est effectué avec des procédures et des mesures appropriées pour garantir la sécurité, en termes d'intégrité, de confidentialité et d'accessibilité, conformément aux dispositions de la loi applicable en matière de protection des données.

La Société traitera les Données Personnelles à la fois sur papier et au moyen d'instruments électroniques et informatiques.

Les noms et les données de contact qui seront traités par la Société pour l'exécution du Contrat pourront être inclus dans les annuaires de téléphone, de fax et de courrier électronique de la Société, si nécessaire aux fins spécifiées ci- dessous .

Caractéristiques du traitement

Finalités du traitement	Base légale du traitement	Nature de la fourniture des Données Personnelles et conséquences d'un défaut de fourniture de ces données	Durée de conservation des Données Personnelles (ou critères pour la déterminer)	
1) Gestion de la relation contractuelle				
La réponse à des	Nécessité	La fourniture des Données	Les Données	
demandes spécifiques et	d'établir/de réaliser	Personnelles pour cette	Personnelles seront	
l'établissement, la gestion	des mesures	finalité est une obligation à	conservées pendant	
et l'exécution du Contrat	précontractuelles	la fois les contrats et légale	toute la durée du	



afférentes.

et le respect de toutes les obligations contractuelles, administratives, comptables et légales y

adoptées à la demande de la personne concernée et/ou du Contrat et/ou de toute réalisation et/ou obligation connexe en vertu du droit applicable.

d'établir/exécuter des mesures précontractuelles adoptées à la demande de la personne concernée et/ou le Contrat et/ou toute exécution et/ou obligation connexe conformément à la loi applicable.

En cas de manquement à l'obligation de fournir des Données Personnelles, la réponse à d'éventuelles demandes peut empêcher, en tout ou en partie, l'établissement et/ou la bonne exécution du Contrat.

Contrat ou pendant une période supplémentaire, si cela est nécessaire pour se conformer obligations aux découlant de la loi applicable ou pour exercer et/ou défendre un droit devant les autorités judiciaires compétentes, et dans tous les autres cas appropriés.

2) Prospection

Envoi de bulletins d'information et de communications commerciales concernant l'offre de biens/services de la Société.

Consentement
explicite de la
personne
concernée.

La fourniture des Données Personnelles à cette finalité est facultative.

Il sera toujours possible de demander que les Données Personnelles ne soient pas traitées dans un tel but ou, si le traitement est déjà en cours, de retirer le consentement déjà donné.

Le fait de ne pas fournir de Données Personnelles à de telles finalités ou le retrait de votre consentement au traitement pertinent à de telles fins n'affecte pas l'exécution du Contrat.

Les Données Personnelles seront conservées pendant toute la durée du Contrat et pendant une année supplémentaire après résiliation, pendant une période plus longue, si cela est nécessaire pour respecter les obligations en vertu de la loi applicable ou pour exercer et/ou défendre un droit devant les autorités judiciaires compétentes, et dans tous les autres cas appropriés.



Les sujets qui peuvent prendre connaissance de Données Personnelles ou auxquels des Données Personnelles peuvent être communiquées.

Les Données Personnelles seront traitées par des sujets explicitement autorisés par la Société, tels que le personnel impliqué en raison de nécessités spécifiques pour l'exécution du Contrat, le personnel des unités commerciales telles que les Bureau des Achats, du Bureau Central, de l'Administration, des Finances et des Audits et de la Direction Générale Pharmaceutique.

Lorsque cela est nécessaire aux finalités susmentionnées, les Données Personnelles peuvent être communiquées à des sujets externes à l'organisation de la Société tels que, par exemple, les fournisseurs de biens et de services, y compris les services TIC, les services d'expédition et de livraison, les agences de communication et de publicité, les conseillers fiscaux, les conseillers juridiques, les entités et les institutions d'assurance, les banques et autres établissements de crédit, également à l'étranger, et, tant que cela est nécessaire à l'exécution du Contrat, aux autorités et/ou entités publiques concernées.

Lorsque cela est nécessaire aux finalités susmentionnées, la Société peut communiquer des Données Personnelles à d'autres sociétés du groupe auquel elle appartient.

La Société peut communiquer des Données Personnelles à des pays hors de l'Union Européenne, qui peuvent ne pas assurer le même niveau de sécurité que celui prévu par le droit européen. Ce transfert sera effectué si cela est nécessaire à l'exécution du Contrat, ou à la mise en œuvre de mesures précontractuelles prises à la demande des personnes concernées, ou tant que le transfert est nécessaire à la constatation, l'exercice ou la défense d'un droit devant les autorités judiciaires ou à la protection des intérêts vitaux lorsque les personnes concernées sont physiquement ou juridiquement incapables de donner leur consentement ou lorsque les personnes concernées ont explicitement donné leur consentement au transfert.

En cas d'éventuels transferts ultérieurs de Données Personnelles, la société n'effectuera que ces transferts .

- vers des pays tiers, un ou plusieurs secteurs spécifiques au sein d'un pays tiers ou des organisations internationales pour lesquels la Commission Européenne estime qu'un niveau adéquat de protection des Données Personnelles est en place; ou
- si le destinataire des données a obtenu une certification appropriée ou a adhéré à un Code de Conduite spécifique garantissant que le traitement des Données Personnelles est effectué avec des garanties appropriées au regard du droit de l'UE; ou
- si la Société a mis en place des garanties appropriées pour protéger les Données Personnelles, en concluant des Contrats incluant les Clauses Contractuelles Types, telles que préparées par la Commission Européenne ou préparées par l'Autorité nationale de protection des données et approuvées par la Commission Européenne.

De plus amples informations sur les garanties adoptées par la Société pour ces transferts, ainsi qu'une copie de ces garanties, sont disponibles en contactant le Délégué à la Protection des Données (DPD) à l'adresse électronique suivante : dpo@fidiapharma.it.

Droits



En ce qui concerne le traitement des Données Personnelles effectué par la Société, toute personne concernée a le droit d'exercer à tout moment les droits suivants :

Droit	Contenu du droit	Conditions possibles pour
		l'exercice du droit
Droit d'accès	Droit d'obtenir la confirmation que	En cas de demande de copies
(Art. 15 du règlement de	des Données Personnelles la	supplémentaires de ses Données
l'UE 2016/679)	concernant sont ou ne sont pas	Personnelles, des frais
	traitées Données Personnelles et,	raisonnables basés sur les coûts
	lorsqu'elles le sont, d'exiger l'accès	administratifs peuvent être
	auxdites Données Personnelles, et	facturés.
	aux informations visées à l'Art. 15 du	En outre, la demande de la
	règlement UE 2016/679, et d'obtenir	personne concernée d'obtenir une
	une copie de ces Données	copie de ses Données Personnelles
	Personnelles.	ne doit pas atteinte aux droits et
		libertés d'autrui
Droit de rectification	Droit de signaler l'éventuelle	
(Art. 16 du règlement de	inexactitude de ses Données	
l'UE 2016/679)	Personnelles pour en obtenir la	
	rectification. Si nécessaire, la	
	personne concernée a le droit de faire	
	compléter des Données Personnelles	
	incomplètes, y compris en fournissant	
	une déclaration complémentaire.	
Droit à l'effacement	Droit d'obtenir l'effacement de ses	Le droit à l'effacement peut être
(Art. 17 du règlement de	Données Personnelles dans les cas	soumis à des limitations en vertu
l'UE 2016/679)	prévus par l'Art. 17 du règlement (UE)	de la législation nationale et/ou
	2016/679. Dans ces cas, ces données	européenne, par exemple en cas
	seront effacées et, si elles sont	de nécessité pour la Société de
	rendues publiques, compte tenu de la	traiter les données pour se
	technologie disponible et du coût de	conformer à des obligations légales
	mise en œuvre, des mesures	ou pour constater, exercer et/ou
	raisonnables seront adoptées pour	défendre un droit devant les
	informer les Responsables du	tribunaux.
	traitement qui traitent les Données	
	Personnelles de la demande	
	d'effacement.	
Droit à la limitation du	Ce droit prévoit le marquage des	La personne concernée a le droit de
traitement	Données Personnelles stockées de la	restreindre l'accès a les Données
(Art. 18 du règlement de	personne concernée dans le but de	Personnelles la concernant :
l'UE 2016/679)	limiter leur traitement à l'avenir.	a) s'il conteste l'exactitude
	Lorsque le traitement a été limité	des Données Personnelles,
	dans les cas prévus par la loi	pendant une durée



Droit

notification

d'effacement

I'UE 2016/679)

données

limitation du traitement.

d'obtenir

ou

applicable, les Données Personnelles permettant au ne peuvent, à l'exception de la Responsable du traitement conservation, être traitées qu'avec le de vérifier l'exactitude des consentement de la Données Personnelles; personne concernée, ou pour la constatation, b) si le traitement est illicite l'exercice ou la défense de droits en et la personne concernée justice, ou pour la protection des s'oppose à leur effacement droits d'une autre personne physique des Données Personnelles ou morale, ou encore pour des motifs et exige à la place la importants d'intérêt public de l'Union limitation de leur utilisation ou d'un État membre Données Personnelles. c) même si la Société n'a plus La personne concernée a le droit besoin des Données d'être informée avant que la limitation Personnelles aux finalité du traitement ne soit levée. du traitement. mais celles-ci sont encore nécessaires à la personne concernée pour constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice; d) la personne concernée opposée traitement en vertu de l'Art. 21, paragraphe 1, du règlement UE 2016/679, pendant la vérification portant sur le point de savoir si les motifs légitimes poursuivis par le Responsable du traitement prévalent sur ceux de la personne concernée. Ce droit consiste en la possibilité de communication la aux demander et d'obtenir de la Société destinataires sera effectuée, sauf des destinataires sensibilisés l'indication du destinataire si cela s'avère impossible ou en cas de rectification, sensibilisés en cas de rectification, implique efforts des d'effacement ou de limitation du disproportionnés. traitement. (Art. 19 du règlement de Droit à la portabilité des Droit de la personne concernée de droit n'est applicable

uniquement si le traitement est

recevoir les Données Personnelles la



(Art. 20 du règlement de l'UE 2016/679)

concernant, qu'elles ont fournies à la Société, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine et droit de transmettre ces données à un autre Responsable du traitement sans obstacle.

fondé sur le consentement de la personne concernée OΠ est nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel elle est partie, ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de la personne concernée et si le traitement est effectué des nar movens automatisés et de toute façon dans la mesure autorisée par l'Art. 20 du règlement (UE) 2016/679.

Droit d'opposition au traitement

(Art. 21 du règlement de l'UE 2016/679)

Droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à la situation particulière de la personne concernée, à un traitement des Données Personnelles la concernant qui est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investie la Société ou si ce traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le Responsable du traitement ou par un tiers, y compris le profilage fondé sur ces dispositions.

Lorsque les Données Personnelles sont traitées à des fins de prospection, la personne concernée a le droit de s'opposer à tout moment au traitement des Données Personnelles la concernant à de telles fins de prospection, y compris au profilage dans la mesure où il est lié à une telle prospection Données Personnelles.

Société ne traite plus les Données Personnelles, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.

Droits relatifs à la prise de décision automatisée, y compris le profilage (Art. 22 du règlement UE 2016/679).

Droit d'obtenir l'indication de l'existence d'une prise de décision automatisée, y compris un profilage, visée à l'Art. 22, paragraphes 1 et 4, et, au moins en pareils cas, des informations utiles concernant la logique sous-jacente, ainsi que

Le droit de ne pas faire l'objet d'une décision fondée uniquement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques concernant la personne concernée ou l'affectant de manière significative de façon



	l'importance et les conséquences	similaire ne s'applique pas dans les
	prévues de ce traitement.	limites et conditions prévues à
	La personne concernée a le droit de	l'Art. 22 du règlement (UE)
	ne pas faire l'objet d'une décision	2016/679
	fondée exclusivement sur un	
	traitement automatisé, y compris le	
	profilage, produisant des effets	
	juridiques la concernant ou l'affectant	
	de manière significative de façon	
	similaire.	
Droit de retrait	Lorsque la base légale du traitement	La demande n'affecte pas la licéité
(Art. 7, par. 3, Art. 13 par.	des Données Personnelles est le	du traitement fondé sur le
2, lettre c) et Art. 14 par.	consentement de la personne	consentement de la personne
2, lettre d), du règlement	concernée, celle-ci a le droit de retirer	concernée avant son retrait.
de l'UE 2016/679).	ce consentement à tout moment.	
Droit de déposer une	Droit d'introduire une réclamation	
plainte auprès d'une	auprès de l'autorité de contrôle de la	
autorité de contrôle	protection des données compétente,	
(Art. 13, par. 2, lettre d et	en particulier dans l'État membre de	
Art. 14, par. 2, let. e)), art.	la résidence habituelle de la personne	
77 du règlement UE	concernée, de son lieu de travail ou le	
2016/679).	lieu où la violation aurait été	
	commise.	
	L'autorités de contrôle de la	
	protection des données en France est	
	le CNIL:	
	https://www.cnil.fr/professionnel	
	- d do-th- l- Ct/t/	

En cas de demande d'exercice de ces droits, la Société pourrait avoir la nécessité de vérifier l'identité de la personne concernée et, par conséquent, il sera nécessaire que la personne concernée fournisse ses données d'identification et les données de contact essentielles pour l'identifier et la contacter en référence à sa demande.

Les éventuelles limitations à l'exercice des droits des personnes concernées, et aux obligations qui en découlent pour la Société, peuvent être prévues par la loi applicable.

Coordonnées de contact

Pour toute information complémentaire concernant les droits ci-dessus et pour les exercer, ainsi que pour toute question relative au traitement de ses Données Personnelles, personne concernée peut écrire au Délégué à la Protection des Données de la Société à: Laboratoires Fidia S.A.S., 5, rue du Helder, 75009 Paris; *email: dpo@fidiapharma.it.*

Politique publiée en data: 2 mai 2022